

d'urée, de superphosphates, de moteurs diesels et de carbonate de sodium anhydre. Le groupe eut en outre pour tâche d'analyser les aspects techniques et économiques d'un accroissement de la capacité de production du papier journal et de la potasse et de tenir des consultations sur l'éventuelle coordination des programmes sidérurgiques et pétrochimiques nationaux. Les autres projets à l'étude portaient sur les machines-outils à métaux, les pêches, la ferblanterie, les pneus et les pièces électroniques.

Afin de renforcer la coopération commerciale, les ministres de l'économie se mirent d'accord pour examiner les points suivants en vue d'études futures: grosses transactions à long terme, aide financière aux achats à des taux d'intérêt préférentiels, conditions de faveur pour achats gouvernementaux et extension des tarifs préférentiels. Ils convinrent en outre d'établir un mécanisme de dialogue avec des tiers pays ou groupes de pays, ou avec d'autres bloc régionaux, et d'adopter des politiques à l'égard d'autres problèmes économiques mondiaux que débattent les Nations Unies ou d'autres tribunes internationales.

Normalisation diplomatique avec le Vietnam

Ni le sommet de Bali ni la conférence subséquente des ministres de l'économie et de la planification ne causèrent de grandes surprises. Malgré l'adoption de résolutions portant sur la coopération économique, la méfiance mutuelle empêcherait probablement la région de devenir une zone de libre-échange. On craignait que la réduction des tarifs par les États membres moins industrialisés n'aboutisse à l'étouffement des industries naissantes par Singapour. L'abandon du protectionnisme ouvrirait peut-être aussi toute grande la porte de la région à d'indésirables sociétés multinationales.

Comme ils avaient déclaré que leur Association était ouverte à tous les pays de l'Asie du Sud-Est, les membres de l'ASEAN invitèrent les États d'Indochine à en faire partie. Malgré des préliminaires engageants et des assurances que l'ASEAN n'avait aucune intention de former un bloc militaire, Hanoi ne fut pas avare de critiques à l'endroit du sommet de Bali en général et de plusieurs des États membres en particulier. L'Indonésie, par exemple, fut qualifiée de «police des États-Unis» en Asie du Sud-Est. Le gouvernement du Vietnam du Nord déclara même qu'il appuierait activement tous les mouvements d'insurrection dans les pays non communistes de la région. Hanoi ne s'op-

posait pas à l'idée d'une organisation régionale de l'Asie du Sud-Est, mais craignait que les États-Unis ne projetent de se servir de l'ASEAN pour contrer la révolution dans cette partie du monde. Le 7 mars, le premier ministre de la Malaisie déclara que le temps montrerait que l'ASEAN n'était pas «une nouvelle OTASE déguisée». (Il avait été décidé en septembre 1975 de démanteler progressivement l'OTASE). Il apparaissait que les attaques nord-vietnamiennes ne faisaient que renforcer la solidarité de l'ASEAN en face de Hanoi, d'autant plus que les membres s'inquiétaient déjà de la possibilité de nouvelles flambées d'insurrection dans leurs États respectifs.

L'Union soviétique, qui avait elle aussi vu dans l'ASEAN un nouveau pacte militaire, se ravisa et manifesta moins d'hostilité après la conférence. La Chine, de son côté, rendait compte de la situation sous un jour plus favorable et faisait valoir le resserrement de la coopération économique après le sommet. En outre, les pays constataient que la solidarité régionale leur permettrait de mieux résister aux incursions de l'Union soviétique, à qui semblaient de plus en plus profiter les victoires communistes au Vietnam. Le *Peking Review* publiait d'ailleurs ces lignes dans son numéro du 5 mars 1976, à la page 20: «Par suite de la réunion, l'unité et la coopération entre les États de l'ASEAN ont été renforcées tandis que le «système de sécurité collective de l'Asie» colporté par l'Union soviétique a été rejeté avec mépris».

Le système international gagnant en complexité, l'ASEAN s'était dotée d'un secrétariat central appelé à s'occuper d'un nombre croissant d'activités. Comme le secrétaire général devait maintenant servir de principal intermédiaire entre les pays membres, il importait de choisir la bonne personne. Son rôle est plus celui d'un administrateur que d'un homme d'État. Il relève de cinq ministres des Affaires étrangères et, par leur entremise, du Comité permanent de l'ASEAN. Il est présentement habilité à adresser des communications directes aux cinq États membres, à mettre en œuvre et à coordonner les activités de l'ASEAN et à lancer des projets et des programmes. Le Secrétariat est composé de trois départements: ceux de l'économie, de la science et de la technologie, et des affaires sociales et culturelles, ayant chacun à leur tête un directeur. Il compte en outre quatre bureaux, ceux du commerce extérieur et des relations économiques, de l'administration, de l'information publique et du secrétaire général adjoint.